

la suisse affaiblie (5) Vendredi 19 septembre 2014

## Le commerce mondial, ce bastion menacé de l'influence suisse

Par Sylvain Besson

L'accord de libre-échange négocié entre Etats-Unis et Union européenne risque de marginaliser l'OMC, où la Suisse joue un rôle de premier plan.

Quel est le point commun entre la chasse aux phoques dans l'Arctique, l'étiquetage des cigarettes en Australie et le financement des panneaux solaires au Canada? Tous ces dossiers ont fait ou font l'objet de litiges à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Et dans chaque cas, l'instance qui arbitre la dispute comprend un professeur de droit ou un fonctionnaire suisse.

Leur présence témoigne de l'influence disproportionnée dont la Suisse jouit dans la régulation du commerce mondial.

De 1968 à 1993, le GATT, ancêtre de l'OMC et comme elle basé à Genève, a été dirigé par des Suisses. Des diplomates helvétiques ont participé aux tournants historiques de la politique commerciale, comme l'Uruguay Round, qui libéralisa les échanges dans les années 1990, ou l'accession de la Chine à l'OMC. Aujourd'hui, les représentants suisses jouent un rôle décisif dans les accords sur les marchés publics ou le commerce des technologies de l'information.

«La Suisse est encore relativement influente à l'OMC, sans doute plus que ce qu'on peut attendre d'un petit pays, estime l'avocat [Alan Yanovich](#) de l'étude Akin, Gump, Strauss, Hauer & Feld à Genève. L'OMC a besoin de pays comme la Suisse pour pousser son agenda.»

Mais cette position est désormais en péril. Bloquée par les divergences entre ses membres, l'OMC ne parvient plus à prendre de décisions. L'échec de l'accord de Bali sur la facilitation des échanges, sabordé par l'Inde en juillet, l'a placée dans un état de paralysie terminale. Excédés, les Etats-Unis et l'Union européenne avancent en parallèle sur un accord commercial bilatéral, le [TTIP \(Transatlantic Trade and Investment Partnership\)](#). Le sixième round de négociations sur ce «megadeal» a eu lieu à Bruxelles au début de l'été.

«Comme on n'est pas membre de l'UE, on ne pourra pas participer aux groupes de travail où se forment les décisions. Nous devons donc avaler purement et simplement le résultat», regrette Jean Zwahlen, ancien ambassadeur suisse à l'OCDE.

«Tout au plus pourrions-nous chercher à influencer l'accord final sur un point vital, et voir ensuite si le résultat est suffisamment acceptable pour le reprendre», nuance Luzius Wasescha, un ambassadeur helvétique qui a présidé de nombreux panels d'arbitrage à l'OMC.

Le développement du TTIP et de son frère jumeau le TPP, un accord entre Etats-Unis et pays asiatiques, est typique du nouveau système de décision global. Les organisations internationales traditionnelles (ONU, OMC) étant paralysées, de grands blocs s'entendent directement entre eux, excluant de fait les acteurs plus petits ou extérieurs comme la Suisse.

«Il y a une crise du multilatéralisme et cela est mauvais pour les petits pays, pour la Suisse, admet

[Didier Chambovey](#), ambassadeur helvétique chargé des accords commerciaux. Car le multilatéralisme est le meilleur moyen de défendre nos intérêts. Il permet de neutraliser la puissance. Le droit protège toujours le petit, et l'OMC c'est le droit.»

Cette fois, contrairement à ce qui s'est passé avec le secret bancaire, Berne a vu le coup venir très tôt. Depuis 2013, ses représentants se tiennent régulièrement informés de l'avancement des négociations sur le TTIP. «On tire relativement bien notre épingle du jeu, parce que comme partenaire commercial nous sommes intéressants», affirme Didier Chambovey.

Sur le contenu des discussions, par contre, les Suisses n'ont aucune prise. Or celles-ci pourraient avoir un impact pratique considérable, car le TTIP vise à faire converger les réglementations industrielles en vigueur des deux côtés de l'Atlantique. La forme des prises électriques, les normes de sécurité pour ascenseurs, la fabrication des automobiles pourraient être affectées. Sans parler de l'agriculture suisse, qui subirait un choc majeur si elle devait faire face à l'irruption de viande, céréales ou produits laitiers américains.

Certains Suisses caressent l'espoir que les discussions euro-américaines sur le TTIP échoueront. Mais si l'accord aboutit, Berne n'aura sans doute d'autre choix que de s'y associer, pour éviter une discrimination massive de ses entreprises sur deux marchés qui représentent 72% de ses exportations.

Le Conseil fédéral aurait alors la lourde tâche de faire voter le peuple sur un accord que la Suisse n'aura même pas pu négocier.

Prochain épisode: La Suisse, roitelet déchu de l'électricité européenne

**LE TEMPS** © 2014 Le Temps SA